

## « Oser le désert » en Bourgogne

---

Robert CHAPUIS

1995 - Actes du Colloque de Poitiers

« Oser le désert » : cette expression employée par le géographe J. Lévy, au festival international de géographie de Saint-Dié en 1993, est sans aucun doute provocatrice. Elle a pourtant le mérite de poser, à propos de l'espace rural en général et de l'espace rural bourguignon en particulier, un certain nombre de questions incontournables, mais cependant trop souvent contournées. La première est de savoir si la « désertification » est aussi intense que les médias veulent bien nous le dire.

### LA « DESERTIFICATION » MYTHE OU REALITE

On rappellera d'abord que, globalement, la population rurale s'est accrue en France de 0,7% par an, entre 1982 et 1990, alors que les agglomérations urbaines n'ont gagné que 0,4%. Cette croissance rapide n'est pas nouvelle, on le sait, puisque, entre 1975 et 1982, le rythme annuel d'accroissement était comparable (+0,8%). Certes, malgré un certain ralentissement de la périurbanisation, une bonne partie de ce croît est encore dû aux espaces périurbains, puisque ceux-ci ont vu leur population s'accroître de 1,3% par an entre 1982 et 1990 (contre +1,7% au cours de la période précédente).

On remarquera tout de même que les communes rurales hors ZPIU elles-mêmes, refoulées par INSEE dans les campagnes les plus profondes, ont maintenu leur population depuis 1975 (-0,1% par an entre 1975 et 1982, +0,1% pendant la période suivante). Qui plus est, c'est à leur solde migratoire positif (+0,4% par an) que ces mêmes communes rurales profondes doivent leur croissance, puisque leur solde naturel reste légèrement négatif (-0,3% par an).

En outre, J.C. Bontron fait remarquer que, alors que 45% des communes rurales avaient enregistré des pertes démographiques entre 1975 et 1982, elles ne sont plus que 38 à 40% au cours de la période suivante. La plupart de ces communes en perte de vitesse sont d'ailleurs minuscules puisque, seules celles qui ont moins de 100 habitants (environ 4 000 au total, peuplées de moins de 3 000 000 de personnes) continuent à se dépeupler ; dès la catégorie des 200 à 500 habitants, la progression atteint 0,5% par an. Au total, c'est un bon tiers seulement du territoire qui est véritablement touché par le dépeuplement.

La Bourgogne, pour sa part, est justement située dans la partie orientale du Bassin parisien qui, avec une partie du Massif central, la Bretagne centrale, une partie du Sud-Ouest et quelques autres espaces plus réduits, connaît ce dépeuplement. Globalement cependant, la population rurale bourguignonne s'accroît de 0,4%, par

an entre 1982 et 1990, c'est-à-dire au même rythme qu'au cours de la période précédente. Seul le département de la Nièvre voit sa population rurale diminuer au cours des deux périodes ; dans les trois autres départements la population augmente constamment.

Comme en France, cette bonne tenue démographique s'explique en bonne partie par la périurbanisation. Si l'on définit comme périurbaines les communes dans lesquelles plus de 30% de la population active va travailler dans les agglomérations de plus de 5 000 habitants, car la délimitation des ZPIU de l'INSEE n'a plus guère de sens aujourd'hui, que constate-t-on ?

Entre 1982 et 1990, la population de ces communes périurbaines a augmenté de 1,2% par an, alors que l'espace rural profond a légèrement décliné, au rythme de 0,2% par an. Le dépeuplement ne touche d'ailleurs pas l'ensemble du rural profond. Il ne concerne vraiment que le département de la Nièvre, en particulier dans sa partie morvandelle. Ailleurs, il n'intéresse que des espaces plus réduits, tels que la Puisaye, une partie du Châtillonnais, du Charollais et de la Bresse.

Une analyse un peu plus détaillée réserve d'ailleurs quelques surprises. Si l'on s'attend à ce que, dans les espaces ruraux profonds, le solde naturel soit négatif (-0,3% par an) puisque la population est très vieillie, on est plus étonné de constater que le solde migratoire est positif (+0,1%).

On constate donc que, en France en général et en Bourgogne en particulier (en dehors de la Nièvre peut-être), la situation est moins grave qu'on ne le dit parfois, et c'est plus le vieillissement que l'exode rural qui pose problème. Il est donc plus pertinent de parler de dépeuplement, de délestage que de désertification. Par ailleurs, dans la mesure où le délestage de la population est dû à l'exode rural, avons-nous les moyens de nous y opposer ? C'est la deuxième question.

### **S'OPPOSER À LA « DESERTIFICATION »**

Avons-nous donc vraiment les moyens de nous opposer à la concentration de la population dans les espaces urbains et périurbains ? Certainement pas. Non seulement parce que cette option nécessiterait des moyens considérables que nous n'avons pas, mais aussi parce qu'on ne peut pas empêcher les Français, et en particulier les jeunes, d'aller s'installer là où ils le veulent, c'est-à-dire à côté des emplois, des commerces, des équipements et des services de haut niveau qu'offre la ville.

Il y a quelques années, une enquête avait montré que 45% des jeunes ruraux désiraient s'installer en ville et que, parmi ceux qui voulaient rester à la campagne, la plupart souhaitaient habiter à proximité d'une ville, c'est-à-dire dans des espaces périurbains. Le dernier recensement vient en outre de montrer que la population des grandes agglomérations a tendance, sauf exception, à s'accroître à nouveau.

Contrairement aux espoirs que certains mettaient dans les nouvelles technologies, comme le télé-travail, la tendance est plutôt à la concentration des emplois dans les espaces urbains ou périurbains, même si un certain nombre d'emplois sont créés en zone rurale par l'artisanat, les PME industrielles et le tourisme. Dans une économie libérale, il est bien difficile, sinon impossible, d'aller contre ces tendances lourdes. Cela étant, le « désert » n'est-il pas un atout à jouer ? C'est la troisième question.

### **LE « DESERT » : UN ATOUT**

On entend souvent dire, en Bourgogne comme ailleurs, et les récents débats sur l'aménagement du territoire ont été à nouveau l'occasion de le réentendre, qu'il faut impérativement éviter la désertification, rechercher un meilleur équilibre ville-campagne, aller vers une meilleure répartition de la population française, etc. Qu'entend-on par là ? Veut-on que la densité soit de 100 habitants au km<sup>2</sup> partout ? Veut-on réduire le poids des villes ? Veut-on repeupler les « déserts » ?

L'équilibre, n'est-ce pas plutôt un solide réseau de villes, dont certaines éventuellement très peuplées, des espaces périurbains moins densément occupés et, dans l'intervalle, des espaces faiblement peuplés ? Dans cette optique, chaque espace joue complémentirement son rôle. Les villes et leurs agglomérations regroupent les commerces et les services de haut niveau, ainsi qu'une bonne part des emplois industriels. Les espaces périurbains ont une fonction surtout de résidence, d'accueil d'industries et de services (stockage, etc.) nécessitant de vastes espaces ou de spécialisation agricole intensive. Le territoire restant, outre les zones à fortes potentialités touristiques et quelques régions où la tradition industrielle rurale est restée vivace, est consacré à la forêt, à des activités agricoles plutôt extensives, au tourisme vert, aux résidences secondaires, à l'accueil de retraités, etc...

La Bourgogne profonde, en particulier, a cette chance d'être à portée d'autoroute d'une agglomération parisienne de 10 millions d'habitants et d'une des trois mégapoles mondiales, la trop fameuse « banane bleue », peuplée de 300 millions de citadins en mal d'espaces verts, de solitude et d'air pur dont elle pourrait être, comme le disent les bureaux d'étude et les politiques, l'un des « poumons verts », l'une des « éco-régions » ? Sans compter qu'en Bourgogne le vignoble, les églises romanes et le patrimoine urbain ne sont jamais très loin. Le « désert » peut donc se transformer en oasis sans pour autant essayer de se repeupler vraiment.

Mais se pose tout de même une quatrième question. Pour les habitants de ces « déserts », les conditions de vie peuvent-elles être supportables ?

### **VIVRE DANS UN « DESERT » ?**

Rappelons d'abord ce qu'est le « désert » français et bourguignon. Il existe effectivement en France des espaces ruraux faiblement peuplés. Les huit arrondissements de Barcelonnette, Briançon, Castellane, Die, Florac, Saint-Jean-de

Maurienne, Sainte-Menehould ainsi que la Corse ne sont peuplés que de 10 ruraux au km<sup>2</sup> ou moins, sauf si l'on inclut les communes urbaines qui font remonter la densité de quelques points.

En Bourgogne, huit cantons sont peuplés de 10 ruraux au km<sup>2</sup> ou moins, le moins peuplé en ayant 6. Dans la plupart des cas, on est tout de même assez loin, sauf exception très localisée, d'un vide total ou des 1 ou 2 habitants au km<sup>2</sup> qui font les vrais déserts humains. Il est donc plus pertinent de parler d'espaces de faible densité que de « désert ».

Ces espaces faiblement peuplés sont-ils donc « vivables » ? Y-a-t-il un « seuil de peuplement » au-dessous duquel il serait impossible de vivre correctement ? En réalité, non. L'Australie et les Etats-Unis donnent l'exemple de vastes espaces, faiblement peuplés (1 à 2 hab./km<sup>2</sup>) où la population se maintient, ou parfois même progresse, et où une vie sociale subsiste. En France même, on voit « des zones de très faible densité (Alpes du Sud, Landes) se repeupler, mettant ainsi en pièces la vieille idée de désertification » (Bontron).

Peut-on donc vivre bien dans un espace faiblement peuplé ? Oui, à condition que cet espace soit bien relié au bourg ou à la petite ville voisine. En effet, ce n'est pas en tentant de conserver ou même d'ouvrir une épicerie dans chaque village que l'on va régler le problème des commerces en milieu rural. Chacun sait bien que les ruraux disent vouloir conserver leur épicier, tout en allant faire l'essentiel de leurs courses à l'hyper ou au supermarché de la ville voisine. Il serait donc plus réaliste de concentrer commerces et services (et même l'école) dans des villages-centres, des bourgs et des petites villes bien desservis où les gens pourraient satisfaire l'essentiel de leurs besoins courants, quitte à aller dans une grande ville pour des besoins plus exceptionnels.

En effet, ne raisonnons plus comme si les ruraux marchaient encore à pied ! Ils sont aujourd'hui plus motorisés que les citadins : 82 % des ménages possèdent une voiture, soit 10% de plus que les citadins ! Ils peuvent donc, sans y passer plus de temps que ces derniers, aller faire leurs courses et trouver leur services à quelques kilomètres de chez eux. Reste, il est vrai, les personnes non motorisées. Pourquoi ne pas mettre à leur disposition des taxis collectifs, éventuellement subventionnés par les collectivités locales, et pourquoi ne pas ouvrir le ramassage scolaire aux non-scolaires ? Cela se fait déjà très souvent à l'étranger, et de plus en plus souvent en France même.

Cessons donc d'opposer villes et campagnes : il n'existe pas de campagnes vivantes sans villes dynamiques ! Le dernier recensement l'a montré : « plus aucun département n'enregistre simultanément des gains migratoires dans ses communes urbaines et des déficits migratoires dans ses communes rurales. Dans tous les départements qui perdent de la population rurale, les villes sont elles-mêmes en crise

». Organisons notre territoire autour des villes et des bourgs, avec les citadins et non contre eux.

Admettons également que le « désert » est le complément normal des espaces plus densément peuplés. Vouloir le maintenir en l'état ou, pire, tenter de revenir à un état antérieur est un leurre. Par exemple, on peut penser que, dans l'état actuel des structures économiques, le Morvan, pourtant bien peu densément peuplé, est relativement surpeuplé : les exploitations agricoles sont trop petites pour le système de production (élevage charolais) qui est le sien.

Réorientons enfin les activités économiques du « désert » en fonction de ses atouts dans le contexte technique, économique, social et culturel actuel. Réaménageons ses infrastructures de communications, concentrons ses équipements, ses commerces et ses services publics ou privés dans les bourgs et les petites villes, quitte encore à voir sa population se délester un peu, en attendant qu'un nouvel équilibre entre ressources et population, jamais définitif d'ailleurs, se rétablisse.

Agglomérations urbaines, espaces périurbains, « déserts » même combat !

#### BIBLIOGRAPHIE

LEVY (L). - Oser le désert, 1994, Sciences humaines, n° 4.

BONTRON (J.C.) - in Naissances de nouvelles Campagnes (dir. B. Kayser), 1993, Paris, Datar/Editions de l'Aube.

CHAPUIS (R), L'espace périurbain : une problématique à travers le cas bourguignon, Information géographique (à paraître).